



Atelier 3 : Performance des actions de prévention face aux inondations

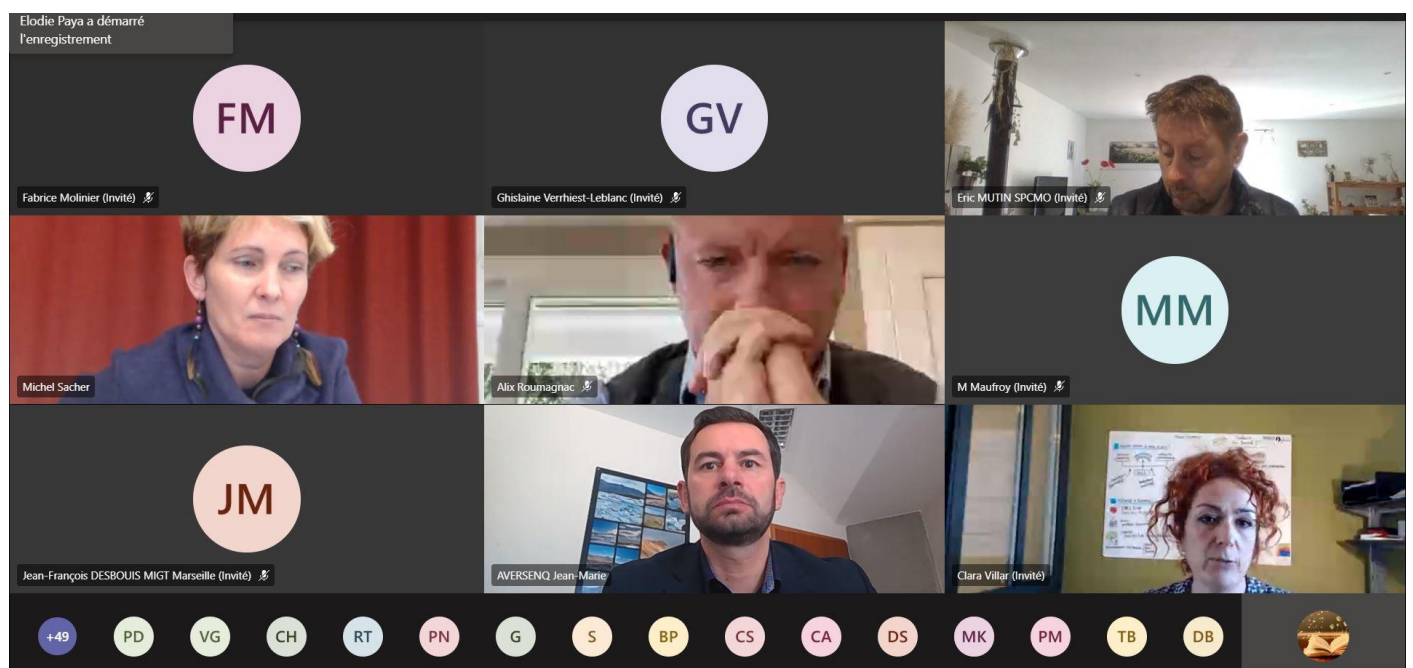
Compte-rendu

INTERVENANTS :

- ✓ Ghislaine Verrhiest-Leblanc : MIAM (Mission Interrégionale inondations Arc Méditerranéen)
- ✓ Fabrice Molinier : DDTM 06
- ✓ Jean-Marie Aversencq : SMMAR
- ✓ Alix Roumagnac : Predict Service
- ✓ Michel Maufroy : SDIS 13

HORAIRES : 9H30 À 12H15

Nombre total de participants 77 (sur les 130 inscrits initialement).



LIEN POUR ACCÉDER AU SUPPORT DE PRÉSENTATION UTILISÉ :

http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/support_miiam_performance.pdf

LIEN POUR REVOIR LE WEBINAIRE :

https://youtu.be/WhTRmP_dx00

INTRODUCTION PAR GHISLAINE VERRHIEST LEBLANC

Thématique demandée par la communauté de travail zonale. La mesure de la performance de nos actions est au cœur de ce qui nous anime.

Les intervenants nous diront pourquoi mesurer cette performance, comment, à quel moment, avec quelle méthodologie et indicateurs (et précautions également). Quelles sont les perspectives et les besoins en développement pour ce sujet.

Clara Villars de « Territoires Graphiques » couvrira le webinaire par son regard et donnera sa vision graphique des propos que nous allons échanger.

Tout d'abord, un service de l'État va s'exprimer sur une évaluation de la performance après des événements. Les phénomènes se succèdent sur l'arc méditerranéen, et par une analyse comparée de la crise et de la post-crise, on peut voir des signaux d'amélioration et des effets d'actions qui ont pu être mises en œuvre en correctif, après avoir analysé les enseignements des événements passés.

Un EPTB viendra apporter son regard sur une analyse de la performance *a posteriori* de travaux réalisés qui ont permis d'éviter des dommages et sur les questions qui restent en suspens sur la mesure de la prévention. La problématique de la gestion de crise sera abordée : la nécessité de planifier et se préparer à travers les PCS.

Un opérateur privé qui accompagne de nombreuses collectivités dans des moments cruciaux de montée en puissance de ces événements méditerranéens nous parlera de l'efficacité des planifications à l'échelle locale et des indices de gravité analysés *a posteriori*.

Un service de secours terminera. C'est un acteur clé pour la sauvegarde des vies humaines. Il nous parlera d'une approche exploratoire autour de la valeur du sauvé.

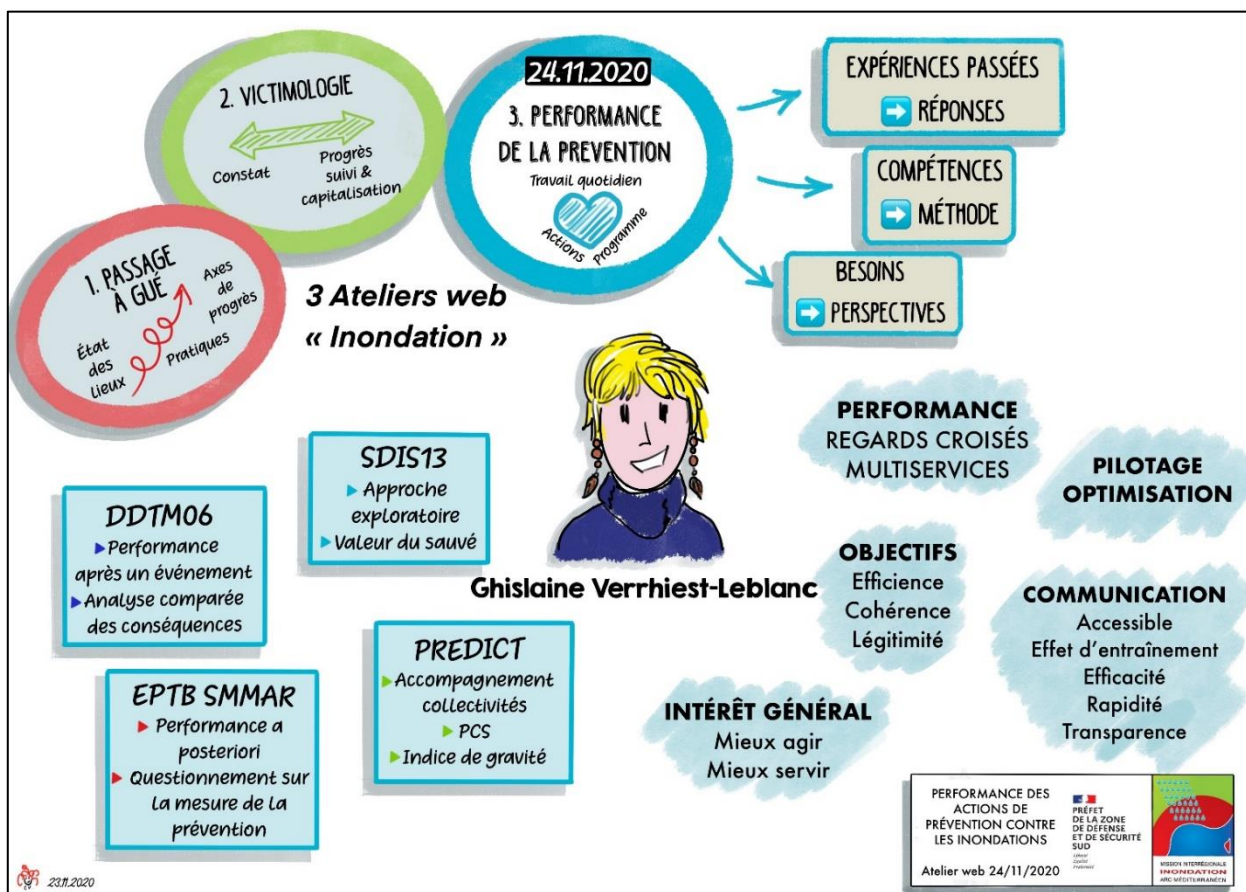
Nous souhaitons montrer que lorsqu'on parle de mesures de performances, le travail en interservices est essentiel. Il faut arriver à construire un regard croisé sur ce type de démarche.

Pour mieux piloter nos actions, nous avons besoin d'anticiper ces démarches dès la conception d'un projet. Il serait nécessaire d'intégrer des objectifs et des indicateurs pour pouvoir dire que nos actions sont efficaces, cohérentes, légitimes. Il y a un enjeu de communication et d'appropriation de nos actions par les bénéficiaires. Il peut aussi y avoir un effet d'entraînement pour travailler ensemble sur ces sujets.

De plus, il y a des attentes profondes et croissantes de notre société. On regarde beaucoup l'action publique dans le domaine des risques, son efficacité, sa rapidité, sa pertinence et sa transparence. La confiance que peut avoir nos partenaires dans nos actions est en jeu : elles doivent être exemplaires.

Il faut que les résultats soient accessibles, physiquement (sur Internet), et que les indicateurs soient intelligibles.

Ces mesures de performances peuvent être faites à différents moments : avant de conduire l'action, elles permettent leurs conceptions ; *a posteriori*, elles permettent d'évaluer les réalisations.



COMPARAISON ET VOIES DE PROGRÈS APRÈS 3 ÉVÉNEMENTS VÉCUS DANS LES ALPES-MARITIMES

Présentation Fabrice Molinier DDTM 06

Voir support de présentation

Le RETEX comporte 2 volets : gestion de crise, piloté par le SIDPC et prévention/aménagement, piloté par la DDTM. Un plan d'actions est ensuite mis en œuvre.

Le RETEX est formalisé dans les dispositions spécifiques inondation du dispositif ORSEC. Il doit être commencé très tôt, pendant la crise. Le suivi est important.

Retour sur les événements de 2015, 2019 et 2020.

2015 a été un électrochoc, mais aussi une référence au niveau local (et national) : instruction gouvernementale, culture du risque.

Culture du risque : journée départementale des risques majeurs (sur un aléa différent), avec grosses campagnes média ; formation des acteurs de la sécurité civile.

Mission d'appui opérationnel (MAO) : elle regroupe, autour du SIDPC, la DDTM, le SDIS, des élus, le SMIAGE, le CYPRES. Elle a boosté la mise à jour des PCS et DICRIM.

Le règlement départemental de vigilance et d'alerte systématise et automatise certaines actions à partir de seuils prédéfinis, aussi bien pour l'État que pour les collectivités.

Un des enseignements les plus marquants est la prise de conscience de la banalisation de la vigilance orange : pour toute vigilance orange, le COD est activé.

Les « anciens » PAC étaient trop précis, trop concertés. Aujourd'hui (après les événements de 2020), les PAC sont ultra-rapides, en appliquant une certaine imprécision, avec application stricte du principe de précaution. Ils servent de base à la reconstruction.

La gouvernance des risques a été « musclée » (professionnalisée) avec la mise en place du SMIAGE.

Travail sur le contrôle des ERP et des campings ; forte action sur les parkings souterrains.

Les actions entreprises après 2015 ont été importantes pour mieux gérer les intempéries de **2019**, bien que cet événement (cinquantennal) n'ait pas été aussi exceptionnel que 2015.

En 2019, le plan d'action de 2015 a été ajusté : amélioration des vigilances, anticipation et repositionnement des moyens, anticipation (annulation d'évènement, fermetures d'écoles et de centres commerciaux), meilleurs liens entre État et collectivités.

À améliorer : la relation des nouveaux outils de vigilance avec les actions des PCS ; incompréhension sur les sirènes ; hétérogénéité de la couverture hydrométrique...

2020 : de grosses fragilités ont une nouvelle fois été constatées. Il n'y avait plus de communication et plus d'accès. Les moyens aériens sont très précieux. Le Cerema a fait rapidement une campagne héliportée assez exhaustive des zones touchées.

Pour voir les photos aériennes : <https://mediatheque.cerema.fr/> recherche inondation

Des expertises tierce ont été nécessaires vu l'ampleur de l'évènement.

La question du financement de ce RETEX se pose.

La prise en compte de l'aléa exceptionnel dans les PPR est à étudier : ici les limites de l'AZI ont été largement dépassées. Comment reconstruire autrement ?

Le RETEX ne doit pas être seulement « État ».

Des personnes dédiées (hors gestion de crise) doivent être mobilisées.

Un regard tiers est nécessaire en plus de l'autoévaluation.

Temps d'échange

Questions sur le Tchat :

La MAO : Elle regroupe, autour du SIDPC, la DDTM, le SDIS, des élus, le SMIAGE, le CYPRES. Elle a boosté la mise à jour des PCS et DICRIM. La préfecture pilote la MAO. Chaque service impliqué reçoit en amont les PCS et les DICRIM, les analyse suivant une grille de lecture pour un regard croisé. Une rencontre interservices est réunie environ 3 fois par an (par EPCI), après une procédure de TIM (transmission d'information aux maires). Les avis sont échangés. Un courrier du préfet est envoyé aux maires pour acter les conclusions, éventuellement demander des précisions. L'objectif est de rendre les PCS opérationnels et adaptés aux territoires. Il n'est jamais question de « valider » les documents. Toutes les communes avec PCS obligatoire (97) sont à jour (PCS faits) et 130 communes parmi les 163 ont un PCS (80 %).

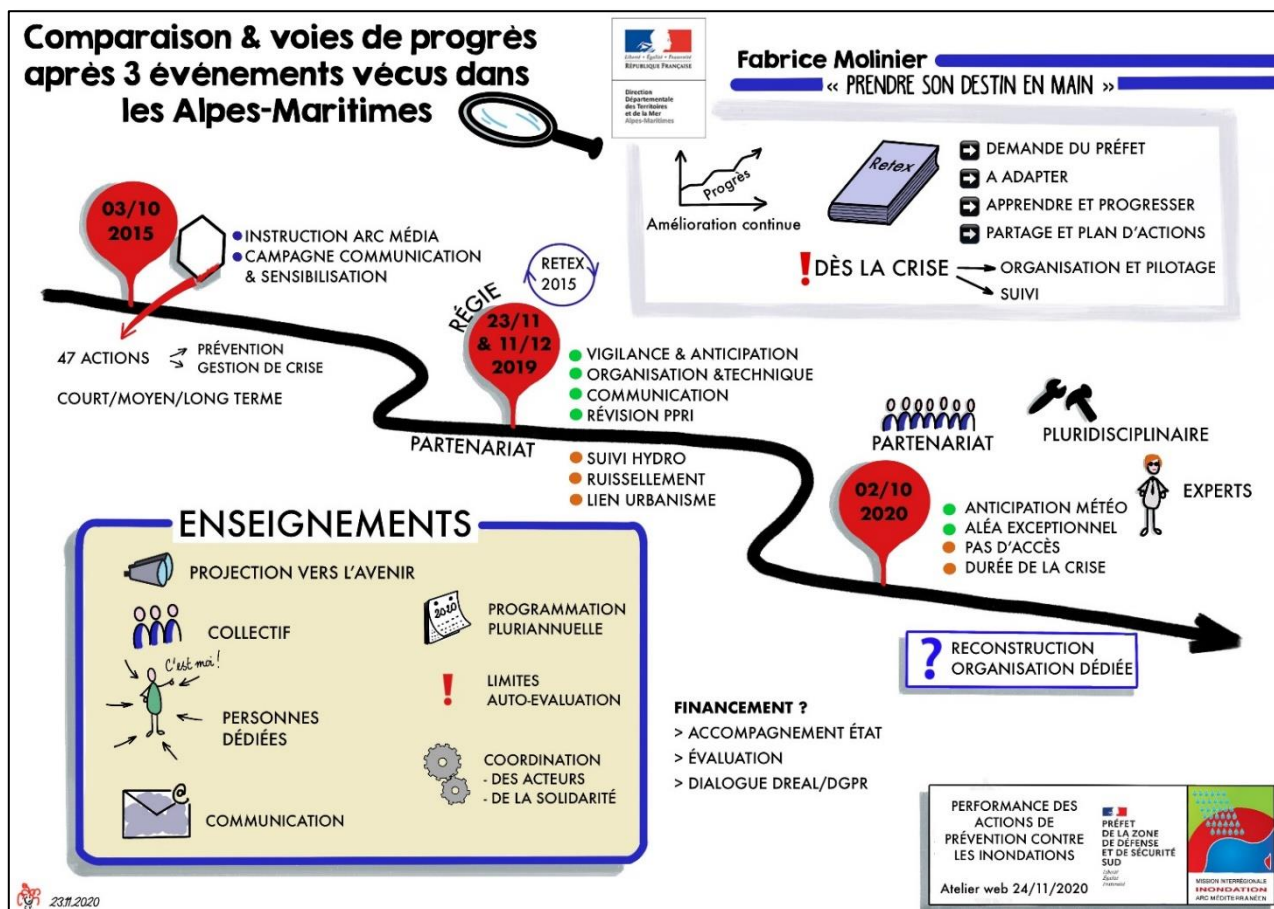
Financement des différents RETEX : Fait en régie par la DDTM en 2019. Pour 2020, les appuis du Cerema et le RTM sont demandés dans le cadre de leur appui aux services de l'État. Mais il faut formaliser définir un cahier des charges sur des demandes plus complètes (avec une éventuelle enveloppe financière DRÉAL/DGPR).

Nécessité de partager les cahiers des charges des REX... les premiers rapports du Cerema sur les enquêtes de terrain et les survols... : Les ortho photos de l'IGN sont en open-data du Géoportail. Partage de l'ébauche de cahier des charges possible (mais c'est à enrichir). Les rapports Cerema doivent être présentés en local avant partage.

Association des gestionnaires de réseau et dispositifs de solidarité (inter-PAPI et inter-territoire) : Gestionnaires de réseau : dans une seconde phase (après la phase d'urgence). Pour la solidarité : après une telle catastrophe, il y a beaucoup de propositions d'aides ; il est difficile de donner satisfaction à chaque sollicitation. Il y a déjà un gros travail de coordination des acteurs locaux. La solidarité immédiate porte essentiellement sur la logistique et les secours immédiats.

Il existe en région PACA un système de solidarité par rapport aux rivières en crue (priorités d'intervention, laisses de crue, enlèvement d'embâcles, consolidation de berges), piloté par le RRGMA : la vidéo tutoriel et le kit sont en ligne : <http://www.rrgma-paca.org/prevention-des-inondations/-operation-solidarite-rivieres-en-crue-la-video-tutorielle-et-le-kit-sont-en-ligne-~1543.html>

Pour le diagnostic bâtementaire, une solidarité a jour par l'envoi de renforts zonaux (pompiers formés aux risques bâtementaires) et de l'association française de génie parasismique (AFPS) qui, si elle intervient habituellement après un séisme, a mis à disposition ses hommes et sa méthode.



DOMMAGES ÉVITÉS APRÈS LA CONSTRUCTION D'OUVRAGE

Présentation Jean-Marie Aversencq SMMAR - ETPTB de l'Aude

Voir support de présentation

Présentation du syndicat mixte des milieux aquatiques et des rivières. La crue de 1999 a permis la création du SMMAR et l'organisation des syndicats de rivières.

Retour sur la crue du 15 octobre 2018. Crue inattendue, d'intensité forte (350 mm en 10h), mais classique car cellules stationnaires mais inhabituelle par le caractère torrentiel et les temps de concentration qui ont généré des phénomènes de décapage. Le Loquet (affluent de l'Aude) est monté de 6m en 2 heures et 10m en 4 heures. Heureusement le phénomène a présenté plusieurs ondes décalées dans le temps, ce qui a limité les dégâts qui ont tout de même été particulièrement importants. Les niveaux supérieurs de l'échelle de gravité ont été atteints. Les niveaux atteints ont été supérieurs à la crue historique dans certains secteurs.

Ces événements traumatisants sont tout de même fédérateurs, et font (re)prendre conscience de certains sujets : urbanisation, révision des PPRI, parfaire la culture du risque, être tous acteurs de notre propre protection...

La gestion inter-service qui a débuté après la crue se poursuit encore aujourd'hui.

Bilan chiffré : 15 victimes, 4 ponts détruits, 1000 km de routes détruites...

Efficacité des ouvrages hydrauliques :

Il est nécessaire d'évaluer les dégâts évités pour développer un argumentaire de valorisation des politiques publiques : en effet, dans les 48h qui ont suivi la catastrophe, un témoignage polémique a été

diffusé sur la TV publique, qui mettait en cause d'une part les autorisations d'urbanismes et d'autre part les lenteurs, voire l'inefficacité des mesures PAPI prises par notre organisation.

Méthodologie :

À la suite des travaux réalisés sur 4 ouvrages construits dans le cadre du PAPI (Cuxac d'Aude, Sallèles d'Aude, Rustiques et Badens), analyser des hauteurs d'eau dans les zones protégées (PHE), réelles et celles qui auraient pu être constatées, corrélées aux habitants présents dans ces zones et aux estimations des dommages issues de la méthodologie d'un guide national (méthodologie AMC-ACB).

Exemple de Cuxac d'Aude : système d'endiguement de 9km, protégeant environ 5000 personnes. Ouvrage terminé en 20105, pour un coût de 26 M€. coût évité : 6 M€ (350 habitations auraient pu être sinistrées).

Cette méthodologie est empirique mais utilisable sur des crues importantes. Il y a des limites à considérer : en période de crise, la communication est fondamentale, surtout s'il y a des décès. La temporalité est importante, et cette méthode d'évaluation des dommages évités est plus longue que les polémiques qui peuvent naître sans décalage par rapport à l'évènement. Pour autant, cette communication sur les dommages évités est indispensable pour valoriser l'efficacité de nos actions.

Il faut aussi se questionner sur la création de méthodologies de valorisation des actions PAPI (suivi hydrométrique), des actions de gestion de crise inter services (et des exercices), des actions multi bénéfiques de la GEMAPI (restauration et entretien des cours d'eau), des actions de sensibilisation, mémoire du risque, acculturation élus et grand public...

L'évaluation des dégâts évités ne doit pas se limiter aux seuls ouvrages ; la communication de crise, comportant un volet « efficacité des actions de prévention » doit être développée.

Question : Comment a été gérée la communication (de l'efficacité des ouvrages) vers le public ?

Jean-Marie Aversencq : Elle a été menée a posteriori, environ 1 an, le temps que les actions urgentes soient achevées. Il a fallu attendre une certaine sérénité pour communiquer sur l'utilité des ouvrages. Communiquer est un vrai métier, qui demande des moyens. Il faut faire des priorités (au début : communication sur la coordination, les moyen et les travaux d'urgence, qui ont un vrai impact « psychologique » sur la population).

Ghislaine Verrhiest : Comment mesurer l'efficacité des PCS et la sensibilisation ?

Jean-Marie Aversencq : Une évaluation du comportement des premiers PCS face à l'évènement de 2018 a été réalisée. Un impact positif est apparu pour les communes ayant réalisé des exercices ; mais 3 facteurs d'amélioration sont possibles. Intégrer une dimension opérationnelle :

1. les recommandations du prestataire devront être confrontées à une lecture critique des services opérationnels (réalité des moyens),
2. importance des intercommunalités (moyens logistiques pour retour à la normale),
3. PCS mis en œuvre à l'échelle des bassins versants, en maintenant l'échelle communale.

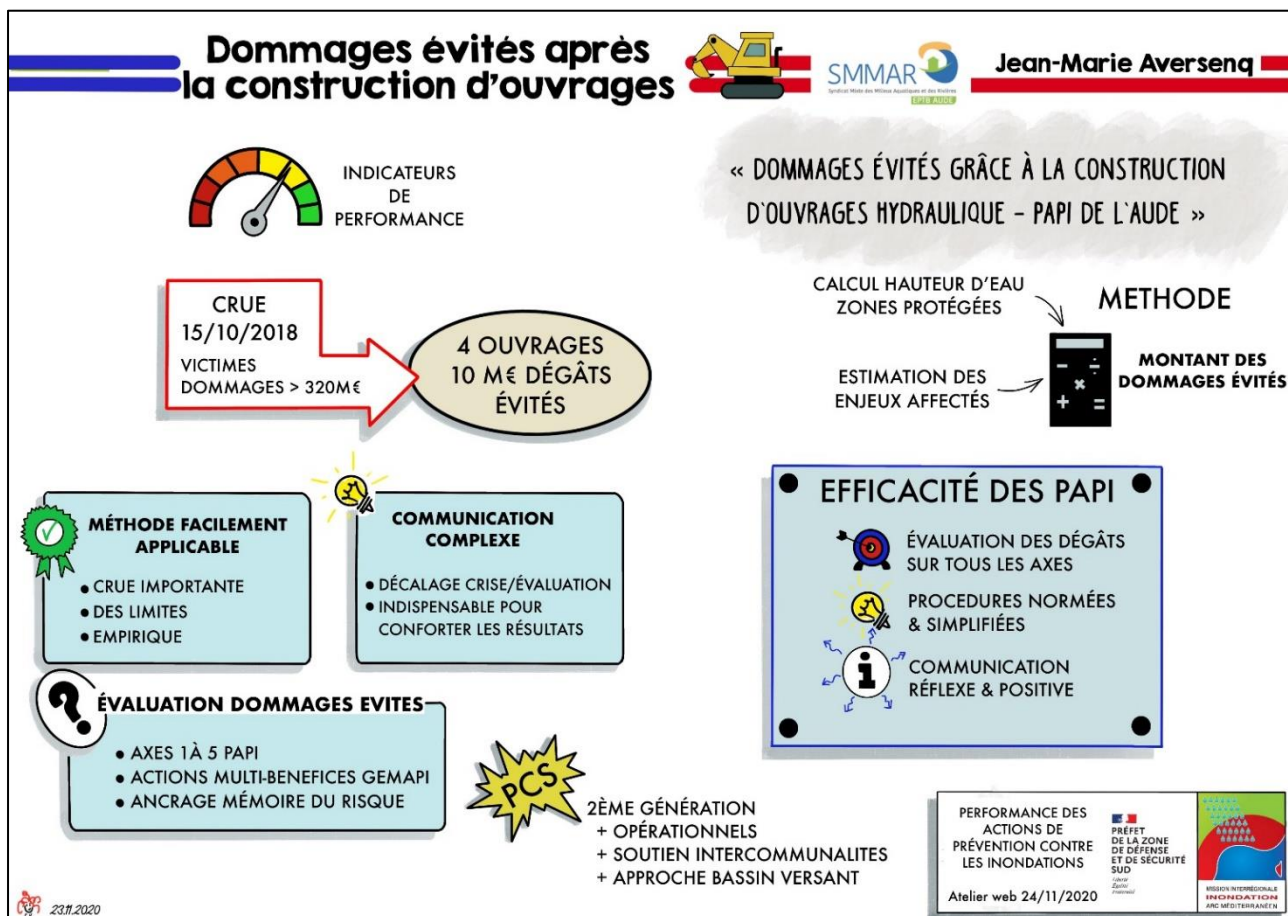
Pour la sensibilisation aux risques, c'est difficilement évaluable. Des indicateurs existent : nombre de scolaires ayant vu l'expo...

Tant qu'on est en période de mémoire récente, les messages peuvent être compris. Mais au fil des mois, la mémoire s'étirole. Il faut maintenir les actions et organiser des journées départementales de commémoration.

Ghislaine Verrhiest : Si les indicateurs quantitatifs existent, l'ancrage dans les mémoires n'est pas garanti...

Jean-Marie Aversencq : Développer la communication sur la prévention permet de faire comprendre qu'on peut se protéger de différentes façons : les ouvrages, mais aussi par des mesures fondées sur la nature (champs d'expansion de crue...).

Ghislaine Verrhiest : Hors des événements majeurs, on aurait beaucoup à tirer, pour la performance de nos actions, de presque-événements, voire de non-événements, ou de retours d'expérience positifs. Les REX se concentrent sur les catastrophes, on oublie souvent de mettre en lumière tout ce qui a bien marché. Un exemple récent : une pluie avec des intensités colossales (comparable aux Alpes-Maritimes) a touché le Gard fin septembre et les conséquences ont été assez limitées.



ÉVALUATION DES SINISTRES ÉVITÉS À LA SUITE D'INONDATION

Présentation Alix Roumagnac, Predict

Voir support de présentation

Les deux derniers événements pluviométriques dont on vient de parler ont montré des transformations de cours d'eau, ce qu'on observait jusqu'à présent que lorsque des cyclones passaient sur la Réunion. Ce type d'événement est complètement associé à la problématique du changement climatique. Il peut réapparaître...

Dans les Alpes-Maritimes, le SMIAGE aide à la réalisation de PCS, d'exercices. Quelques semaines avant l'événement du 2 octobre, un exercice avait été réalisé dans la Roya, il a eu un impact très positif pour la gestion de la catastrophe.

Predict-Service a pu suivre en temps réel les plans d'action (main courante) de tout ce qui a été réalisé sur l'ensemble des communes. Plus de 1000 personnes ont été évacuées de bâtiments impactés ou détruits.

Stratégie mise en œuvre : un PCS doit permettre d'enclencher les actions de manière progressive et adaptée. Predict a mis en œuvre un protocole de communication, en cohérence avec les vigilances départementales, pour les responsables communaux de gestion de crise et des citoyens (par SMS, via l'application Predict Service, et en collaboration avec le monde de l'assurance -Axa, Groupama, Pacifica...).

Dès le lendemain de la crise, un indice de gravité à l'échelle communale permet de faire un croisement entre l'aléa, la vulnérabilité de la commune et la réalité locale (données Météo-France, SPC, système d'alerte local...). Cet indice permet l'analyse de l'efficacité de toutes les actions de sauvegarde mises en œuvre.

Sur le schéma (Gilette), on peut voir la chronologie des consignes qui sont transmises par PrédicT, aux collectivités ou aux citoyens. Vigilance (la veille), confirmation (le matin), échange téléphonique pour accompagnement des actions de sauvegarde, et même renforcement du dispositif par des moyens supra-communaux (EPCI ou État).

Les PCS regroupent tout un ensemble de comportements, génériques ou spécifiques, adaptés à la commune.

Évaluation des actions non structurelles : que ramènent-elles sur l'efficacité de la gestion de crise ?

Cette méthodologie essaye de mesurer quelque chose qui ne s'est pas passé. Les actions engagées ont pour but de mettre des choses en sécurité, donc le sinistre n'a pas lieu. Le travail a été fait avec les assureurs : à chaque niveau, des SMS partent chez des citoyens pour leur donner des consignes. C'est une mise en cohérence entre les actions engagées par les collectivités et les attitudes des citoyens : mise à l'abri de véhicules, pose de batardeaux, monter à l'étage... Chaque petite action citoyenne contribue à réduction des dommages.

Méthode : compter le nombre de foyers alertés sur le territoire impacté (outils de remontée 3D) ; connaître (par enquête) le pourcentage des personnes engageant des actions lorsqu'elles sont informées ; hypothèses sur le coût moyen des sinistres évités.

Pour 2019, sur 50 événements, 20 impactants avec indice de gravité supérieur à 3, 16 ont concerné des inondations, de 117 M€ à 270 M€ de dommages évités (47 M€ pour 2018).

L'essentiel de la valeur des dommages se concentre sur 4 ou 5 événements par an.

Cette méthode doit encore être améliorée, mais il est certain que les actions prises par anticipation apportent des résultats.

Questions : Quelle est la valeur des pourcentages de personnes engageant des actions sur sollicitation des assurances ?

Alix Roumagnac : Les assureurs, à travers des enquêtes, mesurent qu'il y a très peu de désactivation du service (-1 pour 100.000) et un taux de satisfaction très important lié à la stratégie de communication : messages graduels et cohérence entre le message et la réalité de terrain. Près de 70% de gens annoncent prendre des actions après la réception du message (fourchette de 50 à 75%) ; mais l'efficacité des actions est moins importante pour des événements rapides. C'est pour cette raison qu'on adapte les calculs pour les coûts évités.

Questions : Quelle autonomie garde (ou perd) chaque collectivité devant une sollicitation de PrédicT-Service ? Les collectivités gardent-elles l'habitude de consulter, analyser les outils d'anticipation courants et de prendre les décisions seules ? (même si une aide à la décision peut être bénéfique en termes d'efficacité et de réactivité).

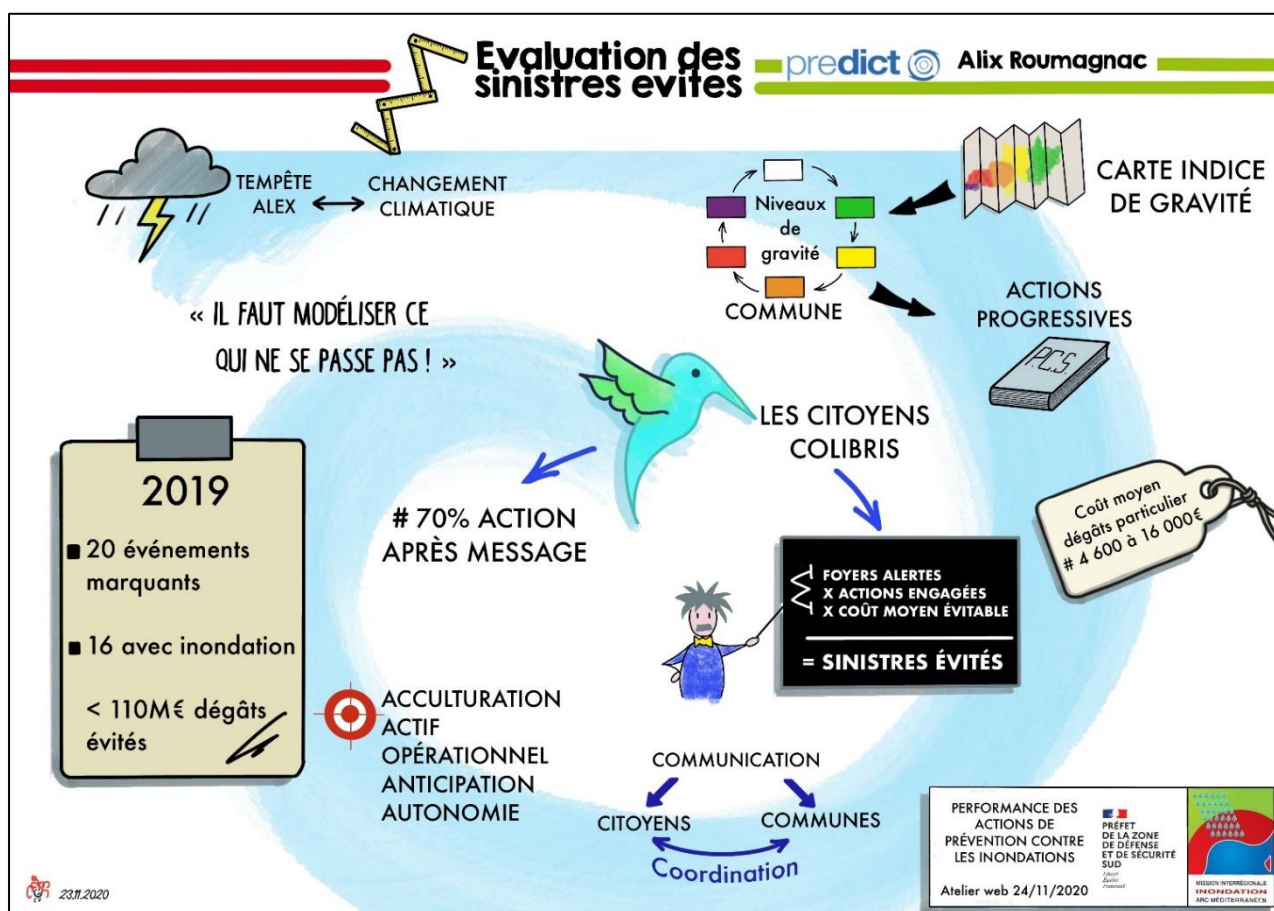
Alix Roumagnac : Ce qui est important c'est l'appropriation par les élus de la compréhension du risque et des actions qui sont engagées. Le but du partenariat n'est pas d'infantiliser les gens mais de les rendre plus intelligents, plus actifs, plus opérationnel. Tous les messages que nous faisons passer le sont par anticipation : avant l'événement et avant que les réseaux tombent. Quand il a des ruptures (cas des vallées de la Vésubie et de la Roya), les communes étaient déjà à un niveau de sécurité maximale. Tout le travail fait en amont permet aux élus d'être en autonomie, même si on n'est plus en contact direct avec eux. Les exercices sont là pour rendre les communes autonomes.

Questions : y a-t-il une coordination pour l'envoi des messages aux particuliers, entre PrédicT et les collectivités ?

Alix Roumagnac : Nous nous sommes rendu compte, après 2014, année riche en événements méditerranéens, que si les citoyens n'engageaient pas des actions en parallèle avec la collectivité, il pouvait y avoir des mauvais comportements : prendre son véhicule, aller chercher ses enfants à l'école, descendre dans des parkings souterrains... La décision a été prise d'établir un parallélisme

entre les messages qui partent à la collectivité et ceux qui partent au citoyen (via l'application MyPredict). Exemple : quand l' élu reçoit le message « mobilise-toi », le citoyen reçoit « soit prudent, respecte les consignes des autorités » ; quand on se met en protocole de communication avec l' élu pour dire « c'est maintenant le moment d'engager des actions de sécurisation », le citoyen reçoit « mets-toi en sécurité, respecte les consignes des autorités ». L'objectif de ce parallélisme est qu'il y ait des actions coordonnées et concertées. Les messages sont remontés en temps réel aux organismes publics qui assurent la supervision : SMIAGE, SMMAR, SDIS, CODIS, qui voient ces changements de niveau à l'échelle du département. Notre partenariat avec Météo France permet également aux préfetures de connaître ces niveaux de mobilisation à l'échelle de la commune.

Remarque : En cas de « non-événement », il serait important de connaître le coût le coût des mesures prises s'il ne s'est rien passé.



VALEUR DU « SAUVÉ »

Présentation Michel Maufroy, SDIS 13

Voir support de présentation

Les SDIS réalisent une activité d'intérêt général, un service public, qui n'est pas forcément rentable ! Avec des financements plus restreints, il faut réfléchir à optimiser les investissements et les fonctionnements. Sans parler de rentabilité il faut être plus efficace, maîtriser les coûts, réfléchir aux éléments de communication. On avait l'habitude de parler de ce qui avait été détruit ou impacté, mais très peu du sauvé.

Il faut aujourd'hui justifier le sauvé, dans une approche économique de l'action des sapeurs-pompiers. L'oubli des catastrophes entraîne une diminution des crédits sur les missions de prévention qui sont difficilement évaluables.

Une nouvelle posture est nécessaire pour déterminer différents indicateurs pour communiquer de manière fiable et prouver que les dépenses ne sont pas inutiles.

Différents exemples (généraux) :

- ✓ 1 feu de forêt = 7 M€ sauvé
- ✓ 1 vie humaine = 3 M€ (OCDE)

Le travail de statistique est fait *a posteriori* sur les évènements réels.

L'exercice est plus compliqué pour les inondations (car il n'y a pas d'action du SDIS pour sauver des bien), mais pour les évacuations, il est possible de calculer une valeur. Par exemple, en 2003, en Arles, 7 000 évacuations réalisées, la valeur de vies préservées peut représenter 21 MM€.

Cet outil peut être transposable à d'autres départements. Des échanges entre les SDIS sur cette valeur du sauvé sont réalisés. Le SDIS du Gard a beaucoup travaillé sur les modules pour l'inondation. Ce sont des échanges métiers.

Les méthodes devraient être remontées au niveau national.

Questions de Ghislaine Verrhiest : Est-ce que cette méthode peut être utilisé pour prioriser l'intervention de services de secours dans des inondations.

Michel Maufroy : C'est délicat, car cette vision financière n'est pas encore dans notre culture. Mais la démarche est transposable dans d'autres départements.

Michel Maufroy

1 POURQUOI ESTIMER LA VALEUR DU SAUVÉ ?

EFFICIENCE
BUDGÉTAIRE

Performance

EFFICACITÉ
OPÉRATIONNELLE

INDICATEURS
QUANTITATIFS

SDIS

INDICATEURS
QUALITATIFS

VALEUR DU
SAUVÉ

2 MÉTHODE & EXEMPLES

Vie 1 ♥ = 3 M€
SDIS13 = 15 000 ♥/an

BIENS PROTÉGÉS /
ENDOMMAGÉS

INCENDIE SDIS13
= 7M€ SAUVÉS
PAR INTERVENTION

ENVIRONNEMENT...
...MAIS PAS QUE

2003

Dégâts 800M€
Valeur préservée
21Md€

Arles

2020

Valeur du sauvé
> 7M€

Coudoux

ENVIRONNEMENT...
...MAIS PAS QUE

}

BIENS
BOIS
TOURISME
...

3 VALEUR DES VIES PRESERVEES

COÛT OPÉRATION
SANITAIRE

BÉNÉFICE
= 39 x COÛT INTERVENTION

4 ENJEUX & PERSPECTIVES

VALORISER L'ACTION DES SDIS
METTRE EN ÉVIDENCE LE GAIN
VERS UNE MÉTHODE DE CALCUL UNIQUE ?
UN OUTIL POUR TOUS TYPES D'INTERVENTION ?

ET APRÈS ?

DEPASSER LA LIMITE CULTURELLE
TRANSPOSER LA MÉTHODE
BENCHMARK
OPTIMISER LA COMMUNICATION POSITIVE
VALORISER CE QUI FONCTIONNE

PERFORMANCE DES
ACTIONS DE
PRÉVENTION CONTRE
LES INONDATIONS

Atelier web 24/11/2020

PREFET
DE LA ZONE
DE DEFENSE
ET DE SECURITE
SUD

REUNION INTERNATIONALE
INONDATIONEN
MEDITERRANEE

CONCLUSION

Il faut se nourrir d'autres expériences : des suisses, des italiens sont déjà sur ce type d'approche : valeur de la vie humaine, coût d'un blessé, dommages irréversibles... Comme pour les séismes, des études sont réalisées au niveau européen et mondial, il faut s'en inspirer et mettre en place un benchmark des pratiques dans le cadre de la MIAM. En particulier sur les champs qui nous posent des problèmes aujourd'hui (culture du risque, communication positive).

La MIAM doit explorer les actions et formuler des recommandations sur son territoire et les tester sur des REX. L'objectif est de formaliser une méthodologie et de la tester sur des cas concrets.

Jean-Marie Aversencq : Il y a deux parties : l'évaluation (coût des dégâts évités et du sauvé), qui confortent les politiques que l'on mène, puis un aspect communication (savoir-faire et faire savoir).

Michel Maufroy : Il y a différents publics. Il faut savoir convaincre les financeurs pour poursuivre les actions de prévention, qui sont chères et montrent peu de résultats immédiats.

Alix Roumagnac : Changer de stratégie vers une pédagogie positive est la bonne approche pour faire des « citoyens colibri » participant tous à la réduction du risque.

Fabrice Molinier : Il est possible de travailler ensemble sur l'évènement majeur que nous venons de connaître et le partager avec la communauté de travail ArcMed.

QUESTIONS / REMARQUES SUR LE FIL DE LA CONVERSATION

Sur la question de l'association des gestionnaires de réseaux aux REX : un REX a également été conduit dans le Var à la suite des inondations de fin 2019, et les gestionnaires de réseaux comme Enedis, SNCF, Veolia ont fourni des informations précieuses sur les dommages. Ces acteurs ont maintenant l'habitude de mener des REX en interne, et sont en général tout à fait disposés à les partager

Les travaux d'endiguement de la zone de Cuxac et Sallèles sont remarquables ! Dans cette même zone en 1999, bilan dramatique !

Oui 5 morts à Cuxac en 99

Peut-on l'automatiser en fonction de la hauteur d'eau derrière la digue ou l'ouvrage ?
Maintenant que l'on a les enjeux identifiés oui ça doit être faisable facilement

Comment le SMMAR a-t-il communiqué sur les résultats de cette étude qui reste très technique et donc pas facile à vulgariser ? quels moyens utilisés : la presse ?

Pour valider ce type d'ouvrages dans un PAPI, les ACB sont désormais indispensables dès la phase de conception

À quand une méthode ACB pour les mesures individuelles de réduction de vulnérabilité ?

Le CEREMA a établi une méthode ACB qui peut s'appliquer à chaque bâti en fonction des hauteurs d'eau
Le groupe de travail national AMC inondation a commencé à se pencher sur l'évaluation des mesures de réduction de la vulnérabilité du bâti. Mais le développement d'une telle méthodologie est complexe et demande du temps.

Qui intègre la probabilité de défaut de pose des batardeaux ?

Un constat-remarque : nous menons des évaluations sur des événements qui ont généré des dommages (cf. exemples 06-11). Or, si nos actions sont bien menées, de nombreux événements ne provoquent (ou provoqueront) plus de dommages. Et sans dommage, pas de Retex ni mobilisation des acteurs publics pour faire des évaluations alors même que cela démontrerait toute la pertinence des actions mises en œuvre. Comment peut-on faire ?

Entretien ripisylve : Le projet NAIAD par l'INREA sur l'efficacité hydraulique de la restauration des espaces de bon fonctionnement dans le cas de la Brague (Alpes-Maritimes) apporte des éclairages très intéressants, notamment sur le rôle de la ripisylve vis-à-vis des embâcles. Ces dernières années les modalités de gestion de ripisylve ont bénéficiées de nombreuses études et REX.

Comment cette démarche peut être extrapolée à d'autres territoires, type Gard. ? Une action portée dans un PAPI, est-elle envisageable ?

Où peut-on trouver une explication de ce projet NAIAD ?

<https://www6.ara.inrae.fr/grenoble-etna/RECHERCHE/Projets/NAIAD>

À mon avis c'est vers ces SFN qu'il faut aller et arriver à montrer toutes leur efficacité en termes de prévention des inondations... On arrive au bout des réalisations "en dur". Il faut valoriser les méthodes plus douces Les SFN sont effectivement longues, complexes, avec des garanties plus complexes à afficher que pour un ouvrage de génie civil... Comment leur donner davantage de poids ? Comment améliorer leur image de marque ?

le problème c'est qu'il faut arriver à communiquer positivement. La rivière ce ne sont pas QUE des inondations. C'est aussi la vie ! il faut arrêter de LUTTER CONTRE mais VIVRE AVEC ! c'est un changement de vision qu'il faut impulser

La plupart des communes sont abonnées au service PREDICT. Le pb c'est que ce système ne favorise pas l'appropriation des outils de vigilance ni l'élaboration de seuils d'alerte elles ne s'approprient pas le risque ni les outils de vigilance et attendent les messages d'alerte oups... dans les PCS

C'est un biais sur lequel il faut travailler en effet pour que les communes aient la capacité d'anticiper et de décider seules ou avec une aide à la décision

La présentation et la démonstration est très intéressante. Néanmoins, il manquerait l'évaluation des coûts des actions et mesures mises en œuvre en cas de non-événement (surestimation de la prévision / alerte de "précaution"). Ces coûts peuvent aller de la mobilisation de quels personnels et l'armement de dispositifs non utilisés in-fine. Cela revient à la réflexion à mener sur l'évaluation des "non-événement".

Comment sont intégrés les outils publics d'anticipation dans la prise de décision de mise en œuvre progressive des PCS ici ? Comment les assureurs mesurent ils la mise en œuvre d'action des particuliers Ont-ils connaissance du niveau d'équipement de réduction de la vulnérabilité des particuliers ? L'envoi des messages via les assurances et la Mairie sont-ils coordonnés ?

Quelle est la part des particuliers engageant des actions ?

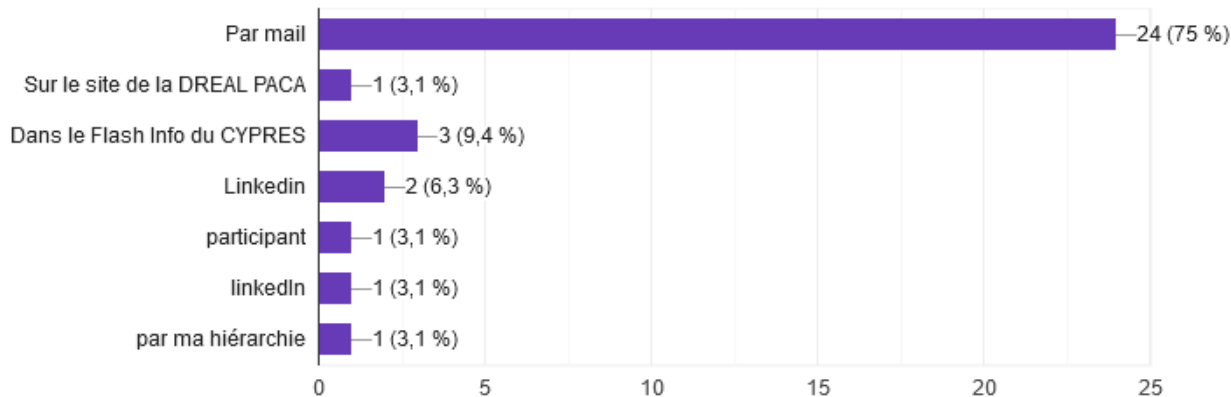
L'évaluation des actions non structurelles des PAPI semble indispensable et une approche méthodo serait la bienvenue pour sortir du simple quantitatif et entrer réellement dans de l'amélioration collective en continu... quel pourrait être aussi le rôle des observatoires départementaux ou régionaux dans ce domaine ?

L'évaluation ne peut -être qu'au service de l'action avec en filigrane, l'humilité nécessaire dans la gestion des risques...

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS ISSUS DU QUESTIONNAIRE DE SATISFACTION

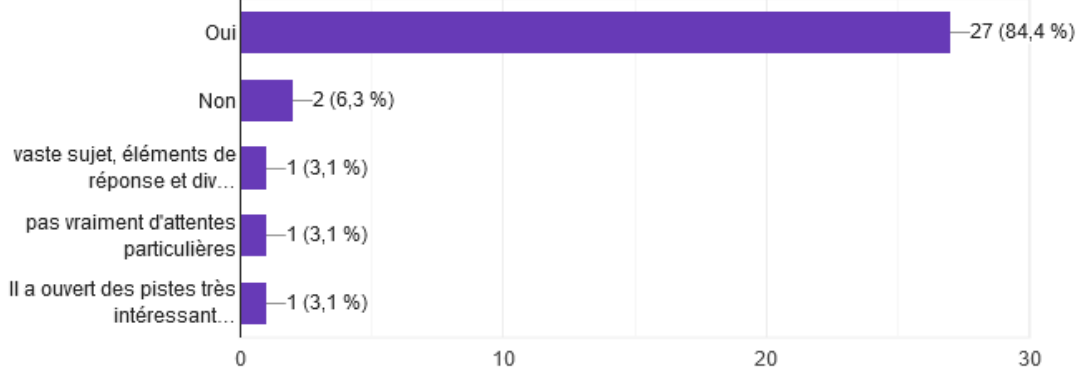
1- Comment avez-vous été informé du webinar

32 réponses



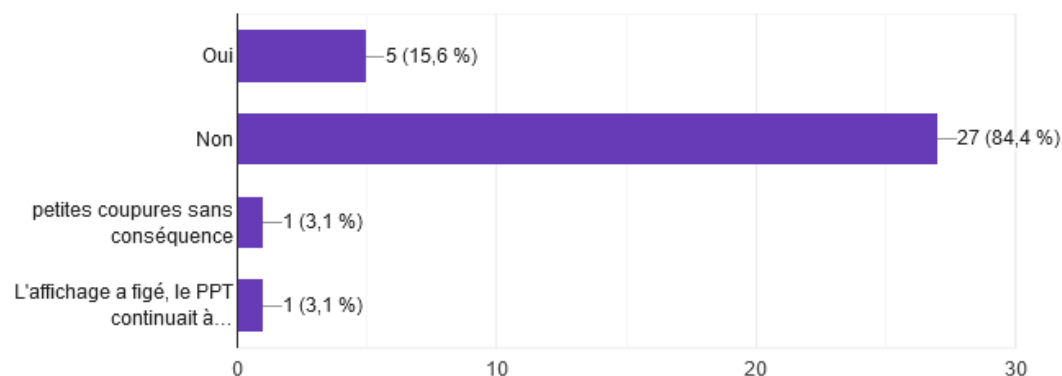
2- Est-ce que cet atelier a permis de répondre vos interrogations sur le sujet ?

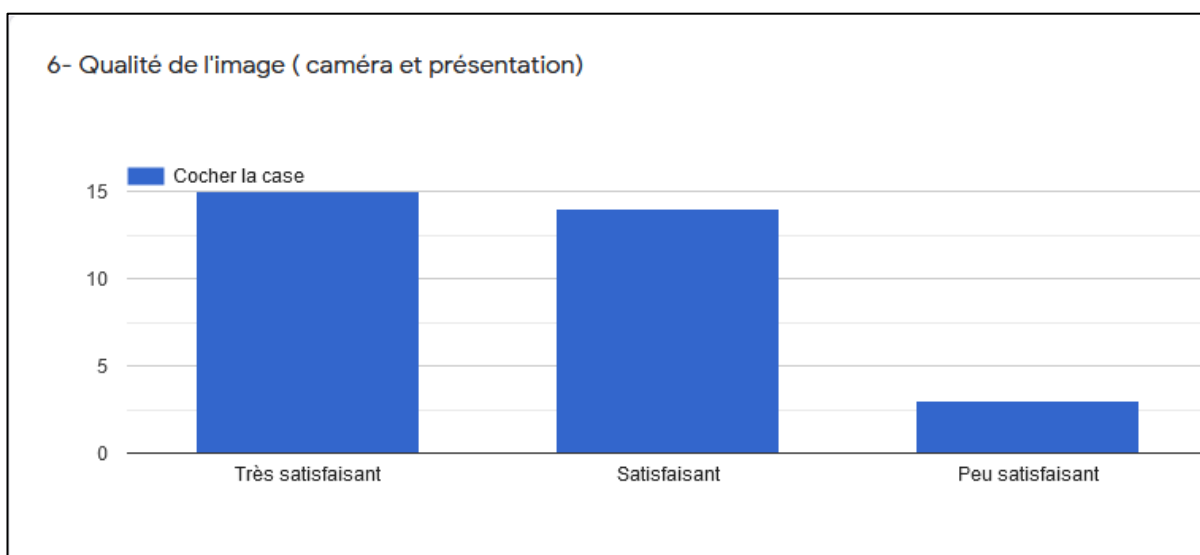
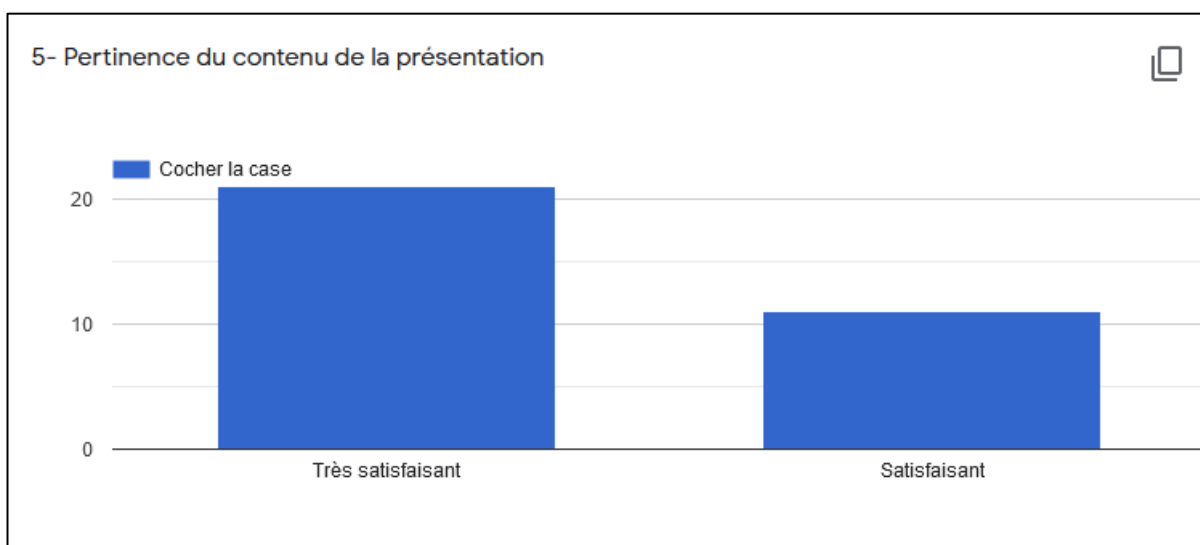
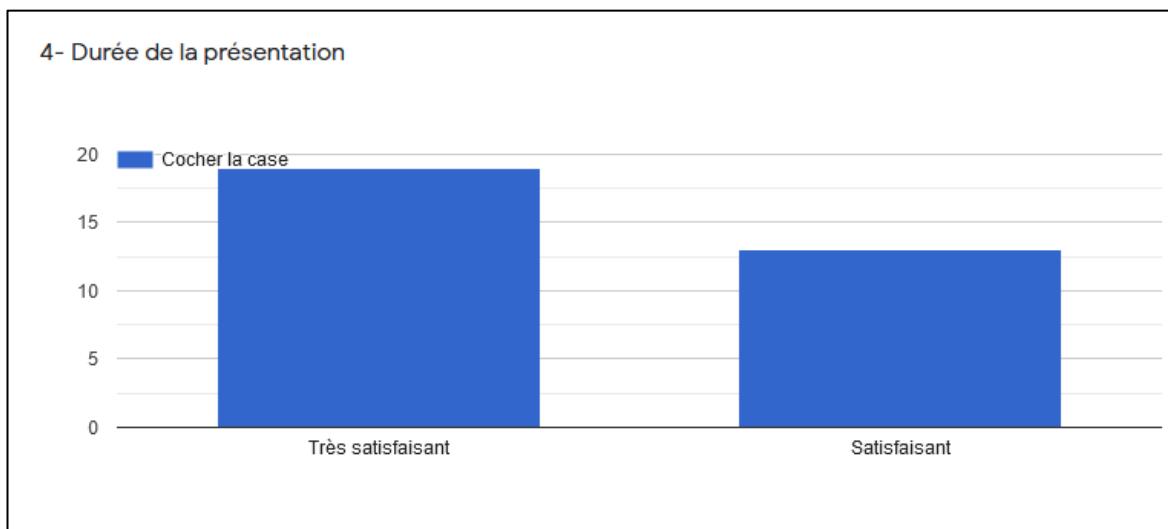
32 réponses

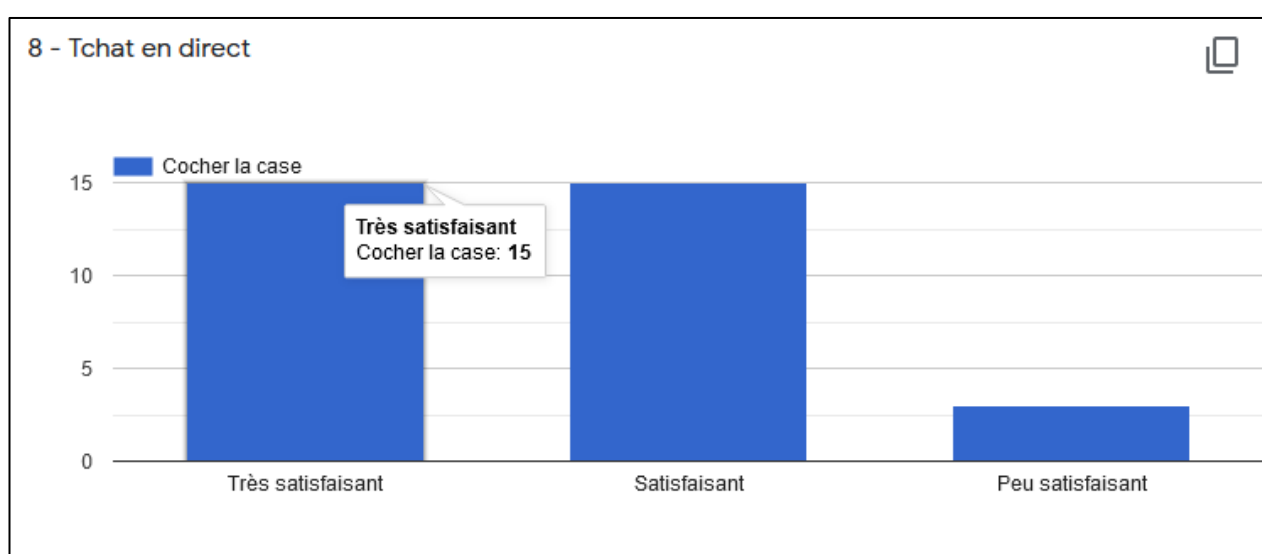
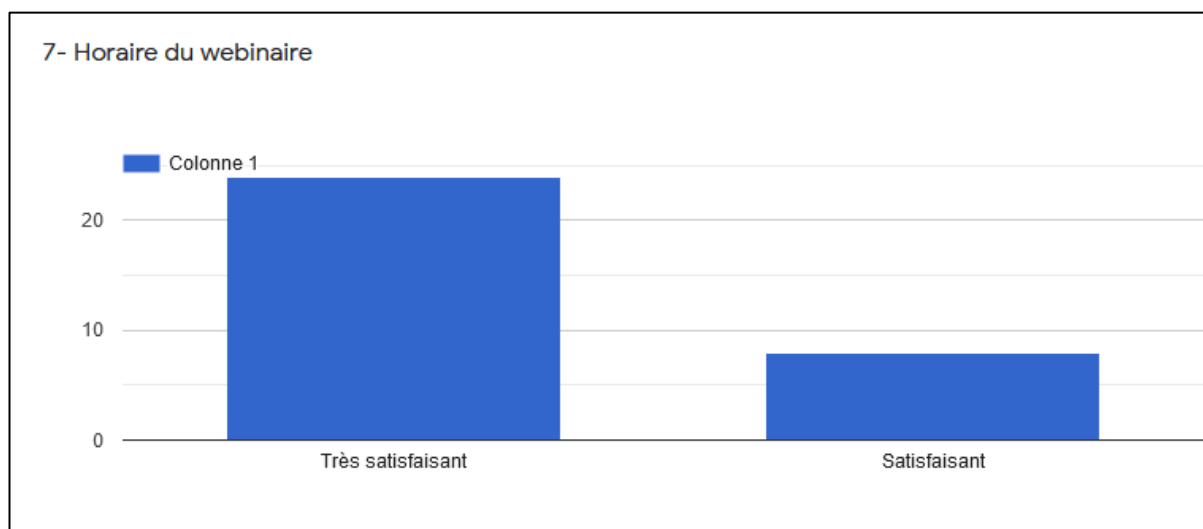


3- Point de vue technique, avez-vous eu de la difficulté avec le logiciel du webinar ?

32 réponses







9- Vos remarques ou suggestions 12 réponses

- ✓ Excellente organisation et démarche, y compris dans les interactions avec les conférenciers. Ça ne remplace pas une réunion en présentielle pour les différents contacts qu'elle peut offrir mais sur un format demi-journée, la version "distantielle" est très intéressante
- ✓ Les présentations sont intéressantes, les échanges entre les intervenants aussi (et je comprends qu'il ne soit pas possible de laisser tout le monde parler quand il y a 70 participants). Mais du coup le chat sert à poser des questions, mais aussi à échanger, et il y a des échanges intéressants qui ne sont pas tous repris dans la discussion (ex : lien vers le projet NAIAD). Dans ce contexte, au-delà de la mise en ligne des PPT et d'un compte rendu des échanges, peut-on imaginer mettre en ligne également les échanges du chat ? Cordialement. Daniel GRAS
- ✓ Tenter de présenter des images plus lisibles en plus grand format.
- ✓ Excellent atelier permettant de s'interroger sur le rapport entre les actions de prévention et leurs effets. Très bons intervenants.
- ✓ Répartition équitable entre les sujets. Bonnes présentations des problématiques et conclusions.
- ✓ Sujet(s) très intéressant(s) et format très pratique pour partager les expériences et faire part des questionnements pour aller plus loin. merci bien
- ✓ Problèmes techniques
- ✓ Merci
- ✓ Attention aux diapos trop chargées voire illisibles et à la gestion du temps
- ✓ Continuer le partenariat avec la MIAM
- ✓ Peut-être prévoir un temps moins long : 2h maximum devant un écran.
- ✓ Il aurait été intéressant d'aborder l'impact des actions de prévention (DICRIM, repères de crues, PPRi et PPRn, campagne d'informations pluies intenses...) sur le comportement des personnes lors d'une crise.

ANNEXE - Liste des inscrits au webinaire

Nom - Prénom	Organisme	Courriel	Département
AMA Jean-Charles	EPTB Vidourle	jc.amar@vidourle.org	Hérault
ARIFA Yamna	Communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins	yamna.arifa@cannespaysdelerins.fr	Alpes-Maritimes
AURAY Emilie	Région Provence Alpes Côte D'Azur	euray@maregionsud.fr	
AVERSENQ Jean-Marie	SMMAR	jm.aversenq@smmar.fr	Aude
BARAILLE Stéphanie	EPTB Vistre Vistrenque	stephanie.baraille@vistre-vistrenque.fr	Gard
BARBAROTTA Thomas	Métropole Aix-Marseille-Provence	thomas.barbarotta@ampmetropole.fr	Bouches-du-Rhône
BATUT Sandrine	SMBVL	sandrine.batut@smbvl.net	Vaucluse
Belhaj Kilani Amani	Étudiante	Belhajkilaniamani@gmail.com	
BENSA Rozen	DDT84	rozen.bensa@vaucluse.gouv.fr	Vaucluse
Béregère Charnay	PNR Queyras	b.charnay@pnr-queyras.fr	Hautes-Alpes
BERNARD - Olivier	Ville d'Aubagne	olivier.bernard@aubagne.fr	Bouches-du-Rhône
BOCQUEL Jérôme	DREAL PACA	jerome.bocquel@developpement-durable.gouv.fr	Bouches-du-Rhône
BOISSIER Laurent	Generali	laurent.boissier@generali.com	
BONNETON Gaëlle	DREAL Corse	gaelle.bonneton@developpement-durable.gouv.fr	Corse du Sud
BORDY Jérôme	Préfecture	jerome.bordy@alpes-maritimes.gouv.fr	Alpes-Maritimes
BOUBE Ibrahim	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement du Niger	ibrahimaboube@yahoo.fr	
BOURSIAC Anne	EPTB Lez	ab.syble@gmail.com	
Boutin Anaïs	Syndicat mixte du bassin du gave	slgri.gave.pau@heliantis.net	Hautes-Pyrénées
BREINIG Thomas	SMIVAL	t.breinig@smival.fr	Haute-Garonne
Cabot - Louis	ASTEE	louis.cabot@astee.org	
Cantarel Jonathan	EGIS	jonathan.cantarel@egis.fr	Hérault
Castinel Magali	Métropole TPM	mcastinel@metropoletpm.fr	Var
CATZ Naima	Parc Naturel Régional des Grands Causses	naima.catz@parc-grands-causses.fr	Aveyron
Caudard Nathalie	alp'georisques	nathalie.caudard@alpgeorisques.com	
CAVALLEC Sabine	Cerema	sabine.cavellec@cerema.fr	
CHANAL Anne	CEREMA	Anne.Chanal@cerema.fr	Bouches-du-Rhône
Charpiat - Lafaye Sabine	CD30	sabine.charpiat@gard.fr	Gard
CHARRIER - Franck	Cerema Méditerranée	franck.charrier@cerema.fr	Bouches-du-Rhône
CHATELON Eric	ENSOSP	eric.chatelon@ensosp.fr	Bouches-du-Rhône
Chave Sylvain	PREDICT services	Sylvain.chave@predictservices.com	Hérault
CHOLLET Anne-Evelyne	Métropole TPM	achollet@metropoletpm.fr	Var
Clément Karine	DDT 12	karine.clement@aveyron.gouv.fr	Aveyron
COMBE Audrey	SMIAGE	a.combe@smiage.fr	Alpes-Maritimes
COMBES Etienne	Region Occitanie	et.combes@laposte.net	Haute-Garonne
COURTRAY Vincent	DDTM du Gard (30)	vincent.courtray@gard.gouv.fr	Gard
Crochet Emilie	DGSCGC	emilie.crochet@interieur.gouv.fr	
Dacharry Valérie	Étudiante	valerie.dacharry@gmail.com	
DANY Aude	Communauté de communes du golfe de Saint-Tropez	adany@cc-golfedesainttropez.fr	Var
DAYET Philippe	DDT26	philippe.dayet@drome.gouv.fr	Drôme
DEHESDIN EMILIE	SMBVG	e.dehesdin@smbvg.fr	Var
DELAMON Nicolas	SMIGA Tech-Albères	risques@syndicatdutech.fr	Pyrénées-Orientales
DELOBEL Vincent	Conseil Départemental du Gard	vincent.delobel@sfr.fr	Gard
DESBOUIS Jean-François	MIGT Marseille	jean-francois.desbouis@developpement-durable.gouv.fr	Bouches-du-Rhône
DIRIE BAYLE NADINE	DDT 31/SRGC/UPR	nadine.dirie-bayle@haute-garonne.gouv.fr	Haute-Garonne
DUPLESSY Dominique	préfecture	dominique.duplessy@alpes-maritimes.gouv.fr	Alpes-Maritimes

Duverger Eric	SMAVD	ericduverger@smavd.org	Bouches-du-Rhône
Estrade Léo	TENEVA	leo.estrade@tenevia.com	Drôme
FERRAND Yannick	Ville de Cannes	yannick.ferrand@ville-cannes.fr	Alpes-Maritimes
Fourniol Olivier	DDT de l'Ardèche	olivier.fourniol@ardeche.gouv.fr	Ardèche
FRANCOIS Delphine	BIPC Préfecture	delphine.francois@ardeche.gouv.fr	Ardèche
FUGIER Jennyfer	Métropole Toulon Provence Méditerranée	jfugier@metropoletpm.fr	Var
GALOT Julien	Ministère de l'Intérieur - DGSCGC - COGIC	julien.galot-cogic@interieur.gouv.fr	
GERMANO Vincent	MAYANE	vincent.germano@mayane.eu	Hérault
Gominet Sébastien	Institut des Risques Majeurs	sebgominet@yahoo.fr	
GONZALEZ Thibaud	DDT04	thibaud.gonzalez@alpes-de-haute-provence.gouv.fr	Alpes-de-Haute-Provence
GOYET PIETTE	METROPOLE TPM	pgoyet@metropoletpm.fr	Var
Granjon Antoine	SMBVA (Agly)	inondation.agly@gmail.com	Pyrénées-Orientales
GRAS Daniel	Région Occitanie	daniel.gras@laregion.fr	Hérault
GRIMALDI Marjorie	DLVA	mgrimaldi@dlva.fr	Alpes-de-Haute-Provence
Grosso Valentin	IMREDD	valentin.grosso@univ-cotedazur.fr	Alpes-Maritimes
GUÉHENNEC Nicolas	Service Eau - Département de l'Aude	nicolas.guehennec@aude.fr	Aude
GUERRY Laurent	Syndicat Mixte de l'Ouvèze Provençale	anim-inondations@sm-ouveze.fr	Vaucluse
GUILLAUME Pascaline	DREAL PACA - SPR - URNM	pascaline.guillaume@developpement-durable.gouv.fr	Bouches-du-Rhône
HADDOU Yacine	SABA	yacine.haddou@saba-arc.fr	
HAMELIN Frédéric	Ministère de la Justice	frederic.hamelin@justice.gouv.fr	Haute-Garonne
Haziza Emma	Mayane	emma.haziza@mayane.eu	Hérault
Hoffmann Jocelyne	SMIGIBA	jhoffmann.smigiba@orange.fr	Hautes-Alpes
Imbert-Suchet Flore	EPTB de l'Or (Symbo)	fimbert@symbo.fr	Hérault
JAUDOIN Caroline	SMIAGE	c.jaudoin@smiage.fr	Alpes-Maritimes
Knispel Margaux	Métropole Aix-Marseille Provence	margaux.knispel@ampmetropole.fr	Bouches-du-Rhône
KNOBEL- Mandy	Aqualock France	m.knobel@aqualock.fr	
Lambert Tatania	Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur - Référente territorial Programme IF - Marittimo	tlambert@maregionsud.fr	Var
LAROUSSE Audrey	SM Dordogne moyenne Cère aval (SMDMCA)	a.larousse@smdmca.fr	Lot
LEGROS Olivier	Ministère de l'Intérieur - DGSCGC - COGIC	olivier.legros1@interieur.gouv.fr	
LEPLAT Hervé	SEANAPS-ADVANCED	hleplat@seanaps-advanced.com	Gard
MANNESIEZ Fabrice	SPC Grand Delta	fabrice.mannessiez@developpement-durable.gouv.fr	Gard
MARLIAC Stéphane	Grand Montauban Communauté d'Agglomération	smarliac@ville-montauban.fr	Tarn-et-Garonne
MARTI Béatrice	Grand Avignon	beatrice.marti@grandavignon.fr	
MARY Marlène	Formatrice AGC	marlene.mary@sfr.fr	Var
Mathieu Subias Helene	smmar	helene.mathieu-subias@smmar.fr	Aude
MATHIEU-SUBIAS Hélène	SMMAR	helene.mathieu-subias@smmar.fr	Aude
MAUFROY Michel	SDIS 13	mmaufroy@sdis13.fr	Bouches-du-Rhône
MAZARE Guillaume	SMMAR EPTB Aude	guillaume.mazare@smmar.fr	Aude
MEDANI Christian	SDIS 13	cmedani@sdis13.fr	Bouches-du-Rhône
MOLINIER Fabrice	DDTM 06	fabrice.molinier@alpes-maritimes.gouv.fr	Alpes-Maritimes
Montané Antonin	Cerege	a.montane@cerege.com	Bouches-du-Rhône
MONTANT Bertrand	Syndicat Mixte du Bassin du Lot	b.montant@valleedulot.com	Lot
MORANT Cédric	SDIS 49	cedric.morant@sdis49.fr	
MORVILLE Stéphanie	météo France	stephanie.morville@meteo.fr	Bouches-du-Rhône
MOULIN Elodie	SMIDDEST	e.moulin@smiddest.fr	
MUTIN Eric	DREAL Occitanie SPC MO	eric.mutin@developpement-durable.gouv.fr	Aude
NOVELLA Anne-Cécile	Préfecture	anne-cecile.novella@alpes-maritimes.gouv.fr	Alpes-Maritimes
NOYER Cécile	PETR du Pays des Nestes	cecile.noyer@paysdesnestes.fr	Hautes-Pyrénées
NUEL Jean-Luc	Nîmes Métropole	jean-luc.nuel@nimes-metropole.fr	Gard

Orsolini Laurence	DDT 42 / SAP / MISSION RISQUES		
PAGES OLIVIER	Société du Canal de Provence	olivier.pages@canal-de-provence.com	Bouches-du-Rhône
Pansu Jean	MF/DIRSE/SPC Med-Est	jean.pansu@meteo.fr	Bouches-du-Rhône
Pantarotto - Maxime	CEPRI	maxime.pantarotto@cepri.net	
Papillon Anthony	EPTB Fleuve Hérault	anthony.papillon@fleuve-herault.fr	Hérault
PARISY Didier	Protection Civile	didier.parisy@protectioncivile67.fr	
Passier - jeremy	Centre national civil et militaire NRBC	jeremy.passier@nrbc.gouv.fr	Bouches-du-Rhône
PERROT-MINNOT BENJAMIN	SMBVL	benjamin.perrotminnot@smbvl.net	Vaucluse
PICOT Marion	Conseil Départemental de l'Aude	marion.picot@aude.fr	Aude
PIPIEN Gilles	CGEDD	gilles.pipien@developpement-durable.gouv.fr	Bouches-du-Rhône
PIZEPAN Marie	Agglomération Cannes Lérins	marie.pizepan@cannespaysdelerins.fr	Alpes-Maritimes
PORTALIER Pierre	DDTM 2A	pierre.portalier@corse-du-sud.gouv.fr	Corse du Sud
RICHARD David	Département 66	david.richard@cd66.fr	Pyrénées-Orientales
Ritz Constance	Ministère de l'intérieur DGSCGC	constance.ritz@interieur.gouv.fr	
Robustelli Philippe	DDTM83	philippe.robustelli@var.gouv.fr	Var
Romand Gil	CEREMA	gil.romand@cerema.fr	Bouches-du-Rhône
ROUMAGNAC Alix	PREDICT services	alix.roumagnac@predictservices.com	Hérault
Rouvelet Stéphanie	DDT12	stephanie.rouvelet@aveyron.gouv.fr	Aveyron
Sacher Michel	Cypres	msacher@cypres.org	Bouches-du-Rhône
SAINT MARTIN Clotilde	SDIS 13	csaintma@sdis13.fr	Bouches-du-Rhône
Savatier Jérémy	ISL Ingénierie	savatier@isl.fr	Pyrénées-Orientales
SCHLOSSER Caroline	DREAL Auvergne-Rhône-Alpes	caroline.schlosser@developpement-durable.gouv.fr	
SEGARD Louise- Adélie	SYCOSERP	louise-adelie.segard@sycoserp-couserans.fr	Ariège
SIDORSKI Eric	DDTM de l'Aude	eric.sidorski@aude.gouv.fr	Aude
Simonetti Alexandra	Métropole TPM	asimonetti@metropoletpm.fr	Var
Skander Mokni	Institut National Agronomique de Tunisie	mokni.skander25@gmail.com	
SONDAZ Dorothée	SCP	dorothee.sondaz@canal-de-provence.com	Bouches-du-Rhône
TARRIT Reine	CEREMA	reine.tarrit@cerema.fr	Bouches-du-Rhône
TATIBOUET Marie	CAPL	marie.tatibouet@cannespaysdelerins.fr	Alpes-Maritimes
THOUARY Benoit	PLVG	benoit.thouary@plvg.fr	Hauts-Pyrénées
TOFFIN SYLVIE	Préfecture	sylvie.toffin@alpes-maritimes.gouv.fr	Alpes-Maritimes
Valladeau Guillaume	vortex.io	guillaume@vortex-io.fr	Haute-Garonne
VANGREVELYNGHE Carole	Préfecture de zone - EMIZ Sud	carole.vangrevelynghe@interieur.gouv.fr	Bouches-du-Rhône
Verrhiest-Leblanc Ghislaine	DREAL PACA - MIAM	ghislaine.verrhiest@developpement-durable.gouv.fr	Bouches-du-Rhône
Villetard Morgane	ARB Occitanie	morgane.villetard@arb-occitanie.fr	Haute-Garonne
VINET Freddy	Université Montpellier 3	freddy.vinet@univ-montp3.fr	Hérault
WATRIN NOEL	DREAL OCCITANIE-SPC	noel.watrin@developpement-durable.gouv.fr	Haute-Garonne
WILLIAMS Regis	Cerema	regis.williams@cerema.fr	Bouches-du-Rhône